

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - MARS 2023 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours du premier trimestre de l'année en cours se déroule dans un contexte marqué par la poursuite des pressions inflationnistes et le resserrement des politiques monétaires, au niveau aussi bien international que national. En dépit de ce contexte, l'activité économique se serait légèrement accélérée comparativement au premier trimestre de 2022, sous l'effet notamment d'un léger redressement de la valeur ajoutée agricole, malgré une pluviométrie peu favorable, et le renforcement de l'activité hors agriculture, tirée notamment par la bonne dynamique du secteur du tourisme.

La situation des charges et ressources du Trésor, à fin mars 2023, fait ressortir un solde budgétaire excédentaire de près de 1,6 MM.DH, contre 1,1 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+4,6 MM.DH) plus importante que celle des dépenses globales (+4,2 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales ...

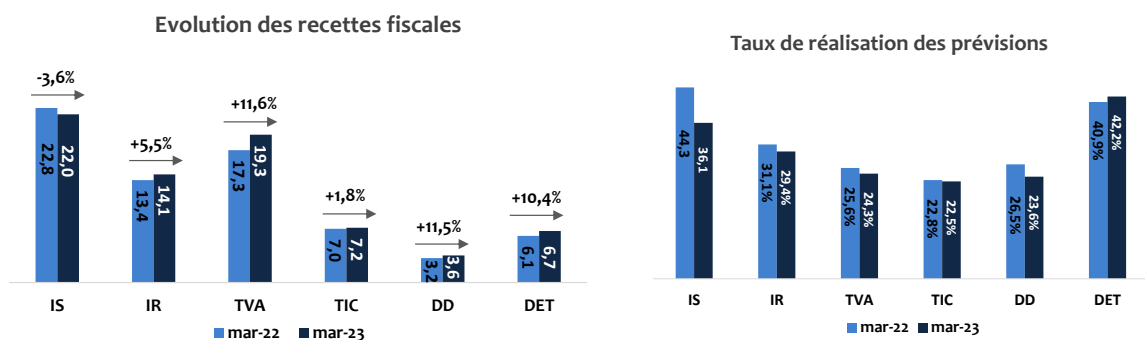
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 25% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF). Comparativement à fin mars 2022, ces recettes se sont inscrites en hausse de près de 4,6 MM.DH ou 6,3%.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 28,8%. Leur progression par rapport à la même période de 2022 s'élève à +3,3 MM.DH ou +4,8%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont situés à 4,4 MM.DH, contre près de 5,5 MM.DH à fin mars 2022.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales au cours du premier trimestre de 2023 se présentent comme suit :

- L'IS a enregistré un taux de réalisation de 36,1% et une baisse de 817 M.DH (-3,6%). Cette évolution s'explique par la baisse du complément de régularisation de 1,1 MM.DH, compensée partiellement par l'amélioration des recettes issues du contrôle fiscal de 652 M.DH et du 1^{er} acompte de 212 M.DH, sachant que les restitutions ont atteint 745 M.DH contre 35 M.DH à fin mars 2022 ;
- L'IR a enregistré un taux de réalisation de 29,4%, et une hausse de 730 M.DH (+5,5%) grâce notamment aux recettes générées par l'IR sur salaires (+784 M.DH) ;

- Le taux de réalisation de la TVA à l'intérieur s'est situé à 25,4%. Ces recettes se sont améliorées de près de 1,5 MM.DH (+29,5%), recouvrant une hausse des recettes brutes de 343 M.DH et une baisse des remboursements de 1,1 MM.DH s'établissant à près de 2,4 MM.DH ;
- La TVA à l'importation et les droits de douanes ont enregistré un taux de réalisation de 23,8% et de 23,6% respectivement. Les recettes y afférentes se sont inscrites en hausse de 548 M.DH (+4,4%) pour la TVA et de 366 M.DH (+11,5%) pour les droits de douanes, sous l'effet essentiellement de la progression des importations (+11,6% à fin février 2023) ;
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 22,5% et une hausse de 128 M.DH (+1,8%), recouvrant une augmentation des TIC sur les tabacs (+345 M.DH, +13,7%) et une baisse de celles sur les produits énergétiques (-213 M.DH, -5,4%);
- Le taux de réalisation des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre s'est situé à 42,2%. Elles se sont inscrites en hausse de 633 M.DH (+10,4%) imputable principalement aux droits d'enregistrement (+407 M.DH).



DEPENSES

Exécution maîtrisée des dépenses globales...

Les dépenses ordinaires se sont établies à 75,5 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de près de 26%. Par rapport au premier trimestre de 2022, ces dépenses se sont accrues de près de 5,6 MM.DH s'expliquant par la hausse des dépenses au titre des biens et services (+3,5 MM.DH), des intérêts de la dette (+735 M.DH) et des charges de la compensation (+1,3 MM.DH).

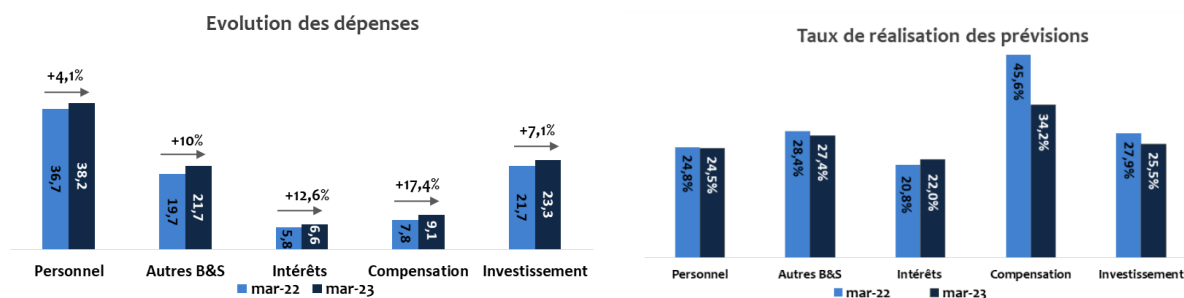
L'exécution des dépenses de biens et services est marquée par un taux de réalisation de 24,5% pour les dépenses de personnel et près de 27,4% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services ». L'augmentation de ces dépenses s'élève à 1,5 MM.DH et près de 2 MM.DH, respectivement.

Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu un taux de réalisation de 22%. Leur augmentation par rapport à fin mars 2022, soit +735 M.DH, résulte d'une hausse des intérêts aussi bien de la dette extérieure (+534 M.DH) que de la dette intérieure (+201 M.DH).

Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de près de 34,2%. Ces charges se sont chiffrées à près de 9,1 MM.DH, dont près de 5 MM.DH au titre du gaz butane et 800 M.DH au titre des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport. La charge au titre du gaz butane a affiché une quasi-stagnation par rapport à fin mars 2022, s'expliquant par une hausse des mises à la consommation, alors que le cours du gaz butane a accusé une baisse à 666 \$/T contre 890 \$/T en moyenne un an auparavant.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire positif de 2,6 MM.DH, en baisse de 966 M.DH par rapport à fin mars 2022.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions à ce titre ont affiché un taux d'exécution de 25,5%. Elles ont atteint près de 23,3 MM.DH, enregistrant une progression de 1,5 MM.DH comparativement au premier trimestre de 2022.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de 22,3 MM.DH, contre 19,3 MM.DH à fin mars 2022.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,6 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 6,1 MM.DH à fin mars 2022.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 5 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 4,3 MM.DH.

Ce besoin, augmenté des amortissements au titre de la dette pour un montant de 54,4 MM.DH, dont 52,2 MM.DH au titre de la dette intérieure, s'est traduit par un besoin de financement brut de 58,7 MM.DH. Le niveau des amortissements résulte de la concentration des émissions, à la fin de l'année 2022 et le début de 2023, sur les maturités à court terme, en raison de la concentration de la demande des investisseurs sur ces maturités dans un contexte d'anticipations haussières des taux d'intérêt.

Les financements mobilisés se sont élevés à 126,2 MM.DH, dont 96,8 MM.DH sur le marché intérieur et 25,8 MM.DH sur le marché financier international.

L'excédent des ressources mobilisées a permis de constituer un matelas pour préparer la couverture, au titre des prochains mois, des tombées importantes de la dette du Trésor issues des émissions à court terme susvisées.

La constitution de ce matelas s'inscrit dans le cadre de la gestion proactive de la dette dans l'objectif de réduire le risque de refinancement et d'éviter d'exercer une pression sur le marché domestique de la dette. L'excédent de trésorerie fait l'objet d'opérations de placement dans le cadre de la gestion active de la trésorerie afin d'optimiser le coût de financement de l'Etat.

SITUATION PROVISoire DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Mars	Loi de finances	Mars	Mars 2023 / Mars 2022		Taux de réalisation
	2022	2023	2023	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	73.516	312.721	78.115	6,3%	4.599	25,0%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	73.516	307.721	78.115	6,3%	4.599	25,4%
Recettes fiscales	70.289	255.273	73.635	4,8%	3.346	28,8%
- Impôts directs	36.678	113.165	36.897	0,6%	219	32,6%
- Impôts indirects	24.334	111.143	26.462	8,7%	2.128	23,8%
- Droits de douane	3.186	15.019	3.551	11,5%	366	23,6%
- Enregistrement et timbre	6.091	15.947	6.724	10,4%	633	42,2%
Recettes non fiscales	2.522	54.148	3.249	-	727	6,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.017	19.464	1.421	-	404	7,3%
- Autres recettes	1.505	29.684	1.828	-	323	6,2%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	705	3.300	1.231	-	526	37,3%
- Fonds de soutien des prix	71	600	114	-	43	19,0%
- Fonds spécial routier	634	2.700	1.117	-	483	41,4%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	72.378	378.396	76.541	5,8%	4.162	20,2%
DEPENSES ORDINAIRES	69.978	291.458	75.542	8,0%	5.565	25,9%
Biens et services	56.379	234.912	59.862	6,2%	3.483	25,5%
Personnel	36.653	155.794	38.165	4,1%	1.512	24,5%
Autres biens et services	19.726	79.117	21.697	10,0%	1.971	27,4%
Dettes publiques (1)	5.844	29.966	6.578	12,6%	735	22,0%
Intérieure	5.057	23.291	5.258	4,0%	201	22,6%
Extérieure	787	6.675	1.320	67,8%	534	19,8%
Compensation (2)	7.755	26.580	9.102	17,4%	1.347	34,2%
SOLDE ORDINAIRE	3.538	21.264	2.572	-27,3%	-966	12,1%
INVESTISSEMENT	21.727	91.138	23.276	7,1%	1.548	25,5%
dont Fonds spécial routier	54	2.700	12			0,4%
SOLDE DES CST (3)	19.327	4.200	22.277	15,3%	2.951	530,4%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	1.137	-65.674	1.574	-	437	-2,4%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-11.359		-5.830		5.529	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-10.221	-65.674	-4.256	-58,4%	5.966	6,5%
FINANCEMENT INTERIEUR	9.477	13.142	-22.958		-32.436	-174,7%
Endettement intérieur	18.133		46.241		28.108	
Autres opérations	-8.655		-69.199		-60.544	
FINANCEMENT EXTERIEUR	744	52.532	27.214		26.470	51,8%
Tirages	2.600	60.000	29.429		26.829	49,0%
Amortissements	-1.856	-7.468	-2.215		-360	29,7%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Mars	Loi de finances	Mars	Mars 2023 / Mars 2022		Taux de réalisation
	2022	2023	2023	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	70.289	255.273	73.635	4,8%	3.346	28,8%
Impôts directs	36.678	113.165	36.897	0,6%	219	32,6%
Taxe professionnelle	12	128	12	0,0%	0	9,4%
Impôt sur les sociétés (I.S)	22.780	60.914	21.963	-3,6%	-817	36,1%
Impôt sur le revenu (I.R)	13.384	47.931	14.114	5,5%	730	29,4%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	2	0	1	-	-1	-
Taxe urbaine/d'habitation	2	14	2	0,0%	0	14,6%
Majorations	444	3.349	561	26,4%	117	16,8%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	46	800	233	-	187	29,1%
Autres impôts directs	8	30	11	37,5%	3	37,2%
Impôts indirects	24.334	111.143	26.462	8,7%	2.128	23,8%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	17.299	79.330	19.299	11,6%	2.000	24,3%
(Intérieure)	4.924	25.113	6.376	29,5%	1.452	25,4%
(Importation)	12.375	54.217	12.923	4,4%	548	23,8%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	7.036	31.813	7.164	1,8%	128	22,5%
(Tabacs)	2.524	12.500	2.868	13,7%	345	22,9%
(Produits énergétiques)	3.979	16.602	3.765	-5,4%	-213	22,7%
(Autres)	533	2.711	530	-0,6%	-3	19,5%
Droits de douane (D.D)	3.186	15.019	3.551	11,5%	366	23,6%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	6.091	15.947	6.724	10,4%	633	42,2%
RECETTES NON FISCALES	2.522	54.148	3.249	-	727	6,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.017	19.464	1.421	-	404	7,3%
- Autres recettes	1.505	29.684	1.828	-	323	6,2%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	705	3.300	1.231	-	526	37,3%
Fonds de soutien des prix	71	600	114	-	43	19,0%
Fonds spécial routier	634	2.700	1.117	-	483	41,4%
RECETTES ORDINAIRES	73.516	312.721	78.115	6,3%	4.599	25,0%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	73.516	307.721	78.115	6,3%	4.599	25,4%